

Dialoguer, se pardonner et voter pour la Paix

Tribune - Tribune libre - Yacinthe Befeno Todimanana - 26/04/13

Le 18 avril 2013 a été organisée par le FFKM une réunion préliminaire devant amener à la mise en place d'un Dialogue malgacho-malgache. Depuis, l'initiative divise et chaque jour qui passe voit passer dans la presse son lot de réfractaires à un tel dialogue, de peur que celui-ci ne débouche sur le report des élections ou un reformatage des autorités de la Transition.

D'où partons nous ?

Tous les observateurs politiques s'accordent à dire que la crise politique qui a eu lieu en 2009 a été d'une violence sans égale dans l'histoire contemporaine de notre pays remettant en cause même jusqu'à l'idée de pacte social entre les citoyens d'une part, entre les citoyens et la classe politique d'autre part et enfin entre factions rivales politiques dont l'inimitié a atteint des sommets. Le transfert de pouvoir qui a eu lieu en 2009 entre un président qui a failli et un nouveau pouvoir qui s'est auto proclamé a consacré la mauvaise habitude des prises de pouvoir extra voire anti constitutionnelles (et son lot de victimes directes et indirectes) qui ont fait l'histoire politique de ce pays et qui à chaque fois nous enfonce toujours plus bas dans les méandres de la pauvreté. Et cela dure depuis 40 ans. Cette crise n'est que le dernier avatar d'une série de coups d'état juridiques et politiques depuis 1972 sans qu'une seule fois, les élites politiques aient pris la peine de s'asseoir, sans calculs politiques, autour d'une table pour effacer une fois pour toute les germes de ces crises répétitives. Devant des problèmes structurels, nos dirigeants se sont arrangés entre eux de façon superficielle en se disant toujours que les choses iraient mieux par la force des choses. C'est comme si sur un crâne facturé, on décidait d'y apposer un bout de sparadrap pour espérer guérir la plaie béante. A chaque changement de régime, les nouveaux venus promettent que les crises ne reviendront pas. Et à chaque fois, nous retombons dans les mêmes travers, la désillusion collective amplifiée par une classe politique revancharde nous plongeant inmanquablement dans une crise plus violente que la précédente. Celle de 2009 n'a pas fait exception. Et il faut que cet état de fait cesse une bonne fois pour toute.

Que voulons nous ?

Tout simplement la Paix durable, préalable à un vrai développement sur le long terme. Depuis 2009, de nombreuses tentatives de médiation ont été tentées pour mettre autour d'une table les nombreux belligérants. Le but était prioritairement de parvenir à une Paix durable devant permettre la tenue d'élections crédibles et transparentes dont les résultats seraient acceptés par tous. Aux discussions entre les 3 anciens chefs d'Etat et le président de la Transition qui ont débouchés sur les accords de Maputo – reniés et donc jamais appliqués – s'est substituée une médiation internationale qui au fil du temps a réussi à faire signer une Feuille de Route de sortie de crise en septembre 2011 par des groupes politiques dont la représentativité républicaine et démocratique est plus que sujette à caution pour certains. Cette Feuille de Route, pourtant intégrée dans l'ordonnancement juridique du pays n'a pourtant jamais été débattue au sein de la communauté nationale.

Comme tout accord politique, celui-ci ne prend sens que s'il est appliqué dans son intégralité. Un accord politique qui n'est appliqué que partiellement ou au bon vouloir des parties est rendu de facto inopérant par ceux qui l'ont signé. Dans le cas de la Feuille de Route, il est malheureux de constater qu'il n'a été appliqué que très partiellement et ce n'est que logiquement que le résultat attendu de son application (l'apaisement et aller de façon sereine vers des élections justes, crédibles et acceptées par tous) n'est pas au rendez vous après 18 mois.

Personne ne peut contester que les articles de cette Feuille de Route qui justement devaient garantir une compétition électorale équitable et amener l'apaisement n'ont jamais été appliqués (les articles 15, 16,17, 19, 20 notamment consacrés aux mesures de réconciliation nationale et d'apaisement). Seuls les articles mettant en place les institutions de la Transition ont été intégralement appliqués, sans que les membres de ces institutions n'aient mis en place des mesures fortes en faveur de la Paix durable. Un ancien président

est encore en exil et empêché de rentrer dans son pays, faisant ainsi le lit de la frustration et la colère d'une partie non négligeable d'électeurs. La liberté de presse pour tous, et notamment celle de l'opposition et de la presse en général n'a jamais été respectée en 4 ans et encore moins depuis la signature de la Feuille de Route (on ne compte plus les déclarations du premier responsable justifiant à sa façon les restrictions à la liberté d'expression de l'opposition dans les media publics). L'institution judiciaire est discréditée laissant la voie à une justice populaire, violente et parfois sanglante. Et on ne parle pas de l'insécurité publique qui, à aujourd'hui, n'a pas baissé d'un iota dans le vécu des citoyens, que ce soit en zone (semi) rurale ou (semi) urbaine. Tous ces éléments sont à la fois des facteurs et des conséquences du délitement de la paix sociale et de l'imbrication structurelle de la violence et de la censure dans le quotidien des citoyens.

Disons le net et fort : les élections dans ce climat de défiance totale et de rancœur ne pourra que nous amener à une crise post-électorale que nous devons gérer dans un contexte social et économique désastreux qui nous coûtera en prix humain, social et à terme économique sans aucune mesure avec ce que nous vivons déjà avec beaucoup de difficultés. Et ce n'est pas la communauté internationale qui le gèrera à notre place, mais sans aucun doute elle commentera avec virulence notre incapacité à nous entendre et à agir en hommes et femmes politiques responsables. Le propos n'est pas de repousser à tout prix les élections et de faire de ce report un dogme (tout comme dire que des élections à tout prix mettront fin à la crise ne peuvent constituer un dogme – voir les cas du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Centrafrique), mais si l'apaisement et la sérénité ne sont pas au rendez-vous d'ici les dates d'élection prévues par le calendrier électoral émis par la CENI de la Transition, alors il faut avoir le courage – et la sagesse- de les repousser et mettre en place les outils pour y parvenir dans des conditions acceptées par tous.

D'un autre côté, comment ne pas comprendre la position de la communauté internationale qui a tant investi en temps, en ressources humaines (et en argent) pour arriver à mettre l'ensemble du pays sur la voie d'élections qu'elle a toujours souhaitées libres, équitables, justes et transparentes ? Mais la communauté internationale doit aussi s'interroger sur le sens même de sa mission : a-t-elle seulement pour objectif d'aider à mettre fin à une situation extra constitutionnelle depuis 2009 ou alors d'aider le peuple malgache à mettre fin à des crises répétitives qui au final ruinent à chaque fois les efforts déployés par le Peuple, aidés par nos partenaires multilatéraux et bilatéraux ? Le verbe « aider » prend tout sa latitude ici, dans la mesure où quelle que soit l'opinion qu'on puisse se faire sur l'état de la démocratie à Madagascar, il n'appartient pas à la communauté internationale et/ou ses représentants de décider à la place du Peuple Malgache mais il est de son rôle d'aider ce peuple à faire librement entendre sa voix et ses aspirations pour que celles-ci soient fidèlement représentées à toutes les strates du gouvernement.

Mais nous pouvons également nous interroger sur la position des hommes et femmes politiques qui condamnent la démarche initiée par le FFKM.

Comment des personnalités politiques peuvent-elles à la fois reconnaître que les objectifs d'apaisement et de sérénité nécessaires à l'organisation d'élections reconnues par tous (et les citoyens malgaches en priorité) n'ont pas été atteints (et c'est peu dire), en reconnaître les risques en période post électorale et clamer haut et fort que néanmoins il faut aller aux élections dans ces conditions ?

L'incompréhension est forte, sachant que ces mêmes personnes se sont évertuées, la main sur le cœur, à prôner le changement à tout prix depuis 2009. Mais de quel changement parlons-nous si nous allons vers des élections alors que le terreau sur lequel se nourrissent les crises cycliques et répétitives est toujours là (les rancœurs, la non-équité devant le processus électoral, l'esprit de vengeance, la justice des vainqueurs) ? Il est par ailleurs symptomatique de constater qu'aucun candidat aujourd'hui déclaré officiellement n'a évoqué le processus de réconciliation nationale et de pardon dans ses objectifs, tous se focalisant (à perte ?) sur des politiques de développement économique et social sans prendre ne serait-ce qu'une fois le facteur politique en compte. Soyons sérieux ! Où veut on conduire ce pays : vers un éternel bis repetita de la faillite ?

La communauté internationale ne peut proposer ni offrir de garantie qu'il n'y aura pas de crise post-électorale dans le contexte actuel et il en est de même des acteurs politiques et civils nationaux. Nous pourrions demander – pour apaiser nos craintes d'une crise post électorale- que les personnalités politiques candidates aux élections dans le contexte politique actuel s'engagent à signer publiquement une déclaration

sur l'honneur qu'aucun d'eux ne contestera le résultat des élections quels qu'ils soient et qu'en cas de contestation le vainqueur présumé accepte un recomptage des voix par une entité neutre et indépendante avant de se déclarer élu. Mais laquelle osera le faire ?

Maintenant que faire et en quoi la démarche du FFKM reste la solution de dernier recours pour parvenir à une nation apaisée, préalable à un vote utile pour l'intérêt commun ?

Comment faire ?

La Paix durable nécessite des sacrifices qu'aucun clan politique aujourd'hui en lice pour les élections n'a pris durant ces 4 dernières années. Depuis 4 ans, les tentatives nationales de dialogue ont échoué par la simple et bonne raison qu'elles ont toutes été organisées par des entités politiques dont l'autorité morale ne faisait pas l'unanimité. Pourtant, tous les acteurs de la vie politique et sociale - et la Feuille de Route la première dans son 1er article ainsi que le document PACEM – appellent à la nécessité d'un Dialogue malgacho-malgache réel comme partie prenante d'une stratégie de communication globale pour sortir définitivement de la culture des crises et aller aux élections de façon équitable pour tous et sereine.

Le FFKM représente, à travers ses 4 églises membres, au bas mot 60% de la population malgache. Ses dirigeants – à l'exception de l'Eglise catholique et ses 5 millions de membres- ont été élus par leurs ouailles. Historiquement, depuis les années 1980, le FFKM a toujours été le dernier recours, la figure morale unanimement reconnue comme telle vers laquelle les dirigeants de tout horizon se sont tournés pour apaiser la Nation et ouvrir un espace de Dialogue pour que les politiques puissent régler pacifiquement leurs différends.

Depuis 4 ans, le FFKM tente de créer les conditions d'un Dialogue où la majorité silencieuse aurait son mot à dire sur la direction qui doit être prise et les priorités qu'elle veut voir mises en avant par les gouvernants. Depuis 4 ans, le FFKM en appelle aux valeurs de sa foi pour appeler au grand Pardon et à la réconciliation nationale. En cela le FFKM est fidèle à sa vocation religieuse, mais elle répond aussi aux sollicitations de toutes les chapelles, de tous les représentants de la vie sociale, politique, économique et des simples citoyens qui appellent, non plus à la simple résolution de cette dernière crise, mais à la mise en place d'une Paix Durable pour qu'on mette définitivement un terme à ces crises cycliques. Certes, le chemin pris par le FFKM a été semé d'embûches, pris dans ses propres rivalités internes - dus à la responsabilité de certains de ses membres dans la situation actuelle - et sous la pression de nombreux intérêts particuliers ; mais enfin uni en cette année 2013, le FFKM a contre toute attente réussi le 18 avril 2013, ce que ni la communauté internationale, ni les partis politiques, ni la société civile n'avait réussi à faire en 4 ans : mettre autour de la même table, à Madagascar et devant le Peuple Malgache les belligérants d'hier pour qu'ils demandent pardon au Peuple Malgache et se pardonnent mutuellement.

Certes, la réconciliation nationale est un travail de longue haleine, qui ne prendra pas fin au bout de quelques mois, mais prendra certainement des années. Mais il ne peut y avoir de début de réconciliation sans amorce de dialogue entre les ennemis d'hier, sans reconnaissance des fautes des uns et des autres devant les victimes (avant tout le Peuple Malgache entier), sans l'humilité de la repentance, sans des paroles de vérité, aussi douloureuses puissent-elles être. C'est arpenter cette voie – difficile- que nous propose le FFKM, afin de rendre cette Paix possible.

Et il faut pour cela que le FFKM pèse de tout son poids moral dans la société malgache pour arriver à mettre en place ce Dialogue, sans que le processus ne soit en chemin dénaturé ni dans la forme ni dans le fonds. Et pour commencer, il faut que le FFKM arrive à réunir à Madagascar les 3 anciens chefs d'Etat et le président de la Transition dans un dialogue de haut niveau devant toute la communauté nationale, qui sera à la fois témoin et force exécutoire des résolutions qui seront prises.

Il faut par ailleurs reconnaître que le FFKM n'a jamais imposé aux décideurs d'agenda politique, il leur demande seulement de se parler pour se réconcilier et pour que cette réconciliation entre les politiques ne se fasse pas au rabais mais fasse tâche d'huile dans toute la société malgache. C'est le sens de la démarche du FFKM d'aller consulter les citoyens malgaches dans ses 35 régions aux quatre coins de l'île (contre 22 régions administratives) pour recueillir leurs souhaits et pour que ces voix, venant des hameaux et villages les plus reculés soient entendus. Par ailleurs, ce n'est pas au FFKM de décider des moyens pour

parvenir à cette Paix tant recherchée – et il n'a jamais prétendu le faire- mais il est de son ministère de créer les conditions d'un Dialogue où les voix des citoyens pèsent auprès des décideurs et que les résolutions qui seront prises aillent dans le sens de l'intérêt général et non des intérêts particuliers.

Et au stade de notre jeune démocratie, l'intérêt général est de mettre définitivement fin à ces crise répétitives afin que nous rebâtissions tous ensemble le tissu social, moral et culturel qui a fait la renommée de notre pays, une Terre des ancêtres, une terre de Paix où la bataille du développement serait gagnée ensemble par le Peuple et ses dirigeants qu'il aura choisis librement.

Au final, c'est être à la hauteur de l'Histoire que de permettre qu'un tel Dialogue puisse enfin se faire. Et ce ne sera pas pour faire plaisir à la communauté internationale, ni au FFKM que nous devons nous impliquer dans ce Dialogue, mais pour l'avenir de nos enfants. Ce n'est pas non plus pour faire plaisir à une certaine classe politique que nous devons nous engager sur ce chemin mais pour le seul bénéfice de notre pays en tant que Nation, une et indivisible.

Alors dialoguons, parlons-nous et apprenons de nos erreurs, prenons conscience qu'il n'y a pas de choix plus utile que celui où nos prochains dirigeants élus s'attachent à la reconstruction de ce pays dans la Paix. Qu'ils dirigent avec l'accord et l'onction populaire de la majorité sans craindre pour une fois depuis 40 ans que le prochain mandat présidentiel, si important après ces 4 dernières années de crise, ne se déroule sous les auspices de la rancœur et de la haine.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Dialoguer-se-pardonner-et-voter,18664.html>